

ECO-PAS-LOGIQUE

Yeah !
Faut k'ça
chauffe !



Tous les jours, ils nous rabâchent sur les médias « *Faisons un geste pour la planète et pour notre pouvoir d'achat. Consommons moins d'énergie* ».

La société Voltalis installe un petit boîtier, entre le compteur Edf et notre tableau électrique. Ce boîtier est relié à Internet et permet à Voltalis de débrayer certains de nos équipements électriques lors des pics de consommation d'électricité, à l'heure où Edf facture plein pot.

Ceci a pour conséquence un *boost* instantané de notre *pouvoir d'achat*, car l'économie de consommation électrique est réalisée automatiquement au moment où le réseau est surchargé.

Capitalisme vert ?

De son côté, Voltalis se rémunère sur le marché du transport d'électricité, en offrant au réseau des capacités de délestage permettant de réduire temporairement la consommation.

Mais... Le comité de la régulation de l'énergie vient de condamner Voltalis à reverser à Edf 70 à 80 % de ces bénéfices ! Il s'agit, ni plus ni moins, de « couler » cette boîte.

Cette affaire démontre bien que le « capitalisme vert » n'est qu'un leurre pour masquer la triste réalité : le profit aux dépens de la planète et des consommateurs.

PS : Edf a profité des vacances pour augmenter ses tarifs de 1,9 % le 15 août 2009.

Raphaël

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr

06 90 73 48 93

C'est pas la crise pour tous !

La BNP a touché 5,1 milliards lors de la crise bancaire. Mais 500 millions – 10 % de la somme – vont servir à augmenter les primes des traders pour leurs « *bonnes performances* ». Comme quoi, y en a qui ont du mal à apprendre de leurs « *erreurs* ». Malgré les accords pour limiter la rémunération des boursicoteurs, on prend les mêmes et on recommence de plus belle.

Rakoune971

REBELLE !

N° 14 - 28 août 2009

0,30 €

SOMMAIRE

Self defense -
Contrats aidés -
Médias - Grippe
- Formations -
USA , etc.

RESPECT REBELS



« Il ne faut jamais accepter la répression » - Élie Domota p. 4

Il y a un an, le 19 septembre 2008, paraissait un nouveau journal : *Rebelle !* Dans les semaines suivantes, des profs d'université ont affirmé qu'il était interdit de dire ses opinions à la fac, d'autres ont insulté des étudiants qui écrivaient dans *Rebelle !* Des vigiles attristés qui « obéissaient aux ordres » sont venus chasser les jeunes qui le vendaient...

Des proviseurs ont convoqué dans leur bureau des élèves qui écrivaient dedans. Des brigades d'adjoints et de CPE ont menacé de sanctions des jeunes qui portaient un tricot avec la marque de ce nouveau journal. Pendant les vacances, une jeune prof du lycée Jardin d'Essais, Delphine Prudhomme, a été menacée d'être mutée d'office parce qu'elle avait aidé à la création de *Rebelle !*

Pourquoi ? Parce qu'avant, cela aurait suffi à nous faire taire, c'est-à-dire à VOUS faire taire. *Men kon LKP ka di, ayen pé ké jen kon avan !*

Ils n'ont pas empêché *Rebelle !* de participer à la grève générale, ni d'être présent à la rentrée suivante. Et la mobilisation de ces derniers jours a contraint l'administration à abandonner ses poursuites contre Delphine.

Respect

La raison est simple et elle doit clairement être entendue par tout le monde : nous ne voulons pas la guerre. Mais si on nous attaque, nous nous défendons. Nous l'avons prouvé et nous recommencerons.

À tous ceux qui rêvent d'abuser de leur pouvoir pour faire disparaître *Rebelle !* nous rappelons : interdire la vente de notre journal est une violation de l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme. Invoquer la « loi sur la laïcité » pour interdire la présence de *Rebelle !* dans un lieu public est un mensonge : cette loi ne s'applique pas. Mentir sur le contenu de la loi aux gens dont on est responsables – et ceci s'adresse aux administrations – est un délit grave, puni par la loi. De même, lorsqu'un responsable hiérarchique demande à un subordonné de témoigner contre l'un d'entre nous – comme nous

avons la preuve que cela s'est produit – c'est un délit, un délit très grave, puni par la loi.

Nou po ko fin èvè sé mézyé. Mais rêvons un peu. Imaginons un monde où un proviseur, un CPE – peu importe ! un « chef » – découvre l'existence d'un nouveau journal parmi les jeunes. Il se demande – bien que tout soit expliqué en page 8, mais il est vrai que les chefs ne prennent pas toujours la peine de lire – QUI est « derrière tout ça » ? Alors, de même qu'il organise « la semaine de la presse à l'école », il organise un débat public dans son établissement. Il invite la rédaction de *Rebelle !*, et il invite aussi ceux qui sont contre *Rebelle !* ou qui n'aiment pas ses idées, voire ceux qui sont contre son existence même. Il fait ça, pour que tout soit mis à plat, devant tout le monde, devant les élèves. Il fait cela, parce qu'essayer d'abuser de son pouvoir pour faire taire *Rebelle !* est certes plus simple, mais ce serait une violation des droits de l'homme.

Démocratie

Ce monde est une démocratie qui fonctionne normalement. Et l'année dernière a montré que ce n'est pas celui où nous vivons.

Nous à *Rebelle !* nous disons que nous sommes parés. Nous disons : la démocratie ne signifie pas que tout le monde est gentil. Ni que tout le monde doit être poli avec tout le monde (ça, ça s'appelle la « politesse » : vérifiez dans un dico). La démocratie signifie « que les meilleures idées gagnent ! » Si vous ne voulez pas jouer à ce jeu, si vous le trouvez trop dur, vous êtes contre la démocratie. Si vous voulez y jouer, nous sommes prêts.

L'équipe de Rebelle !

Le rêve américain ?

CASSE-TOI PAUV' PAUVRE !

Face à la crise du capitalisme qui jette dans la rue de plus en plus d'Américains (9,5 % de chômage en juin) la ville de New York a trouvé ses coupables : les Sdf. Le maire de la *Big Apple*, Michael Bloomberg, leur propose de continuer à l'être... mais ailleurs ! « Cela coûte bien moins cher d'exporter la misère plutôt que de la garder chez soi », explique-t-il pour justifier sa décision d'offrir des billets d'avion en aller simple aux Sdf de New York.

En deux ans, 550 familles ont bénéficié de ce « traitement de faveur » selon le *New York Times*. Destinations : cinq continents et 24 pays différents. La seule condition pour être éligible est que le candidat ait un proche qui accepte de le recueillir.

Et voilà comment une famille de cinq Américains (les deux parents et leurs trois enfants) va se retrouver à Grandville (Normandie), où vit un proche de la mère. Coût du voyage : 6 332 \$ incluant les cinq billets d'avion et le train jusqu'à Granville.

Une bonne affaire pour les finances de New York. La ville est en effet légalement tenue de prendre en charge l'hébergement de ses Sdf, à hauteur de 36 000 \$ par an et par famille.

Le but est donc de faire des économies « dans l'intérêt du contribuable », selon les mots du maire, mais aussi pour la « bonne cause » : ailleurs, l'herbe est bien plus verte, il serait vraiment idiot de ne pas saisir cette occasion de repartir à zéro, explique en substance Michael Bloomberg. T'as raison, plutôt que de trouver des solutions à la déchéance, mieux vaut éloigner les miséreux à des milliers de kilomètres.



Le Sdf a aussi un rôle politique. Celui de maintenir les travailleurs sous le joug du patronat (au prix d'abus et de dégradations de conditions de travail) car si tu n'es pas content, regarde ce qui t'attend.

Mais, à New York, ce ne sont pas uniquement les Sdf qui hantent les rues, c'est aussi le siège de la finance américaine et mondiale, du « Monopoly géant » de Wall Street. Et pendant que le maire paye aux Sdf des allers simple parce qu'ils « coûtent trop cher », les banques qui ont coûté si cher à l'État font des profits records (Goldman & Sachs : 11,4 milliards de dollars).

T'en penses quoi « super Barack » ? Le président du changement a déclaré : « On n'a pas l'impression que les gens de Wall Street ressentent le moindre remord. On n'a pas l'impression qu'il y ait eu un changement de culture ou de comportement malgré tout ce qui s'est passé ». Tu parles d'une « moralisation » du capitalisme...

Raphaël

ARNAQUES EN FORMATION

J'ai la vingtaine. Après mes études et un détour par la métropole, cela fait 3 ans que je vis chez ma mère et que je galère pour trouver du boulot dans les télécommunications...

Forcé de constater que la « politique d'intégration » en métropole n'était qu'un tissu de mensonge, j'ai préféré me recroqueviller au pays pour souffrir en silence. Par dépit, de temps en temps, j'allais *check* mon conseiller à la mission locale, juste pour me faire sortir du canapé et faire croire à ma mère que son fils aîné garde la foi en son avenir de futur précaire.

Et puis un jour, sourire aux lèvres, mon conseiller de la mission locale me « vend » une formation de chef de chantier gros œuvre, mise en place par le conseil régional en partenariat avec une boîte du nom de For Alternance. Les experts disent qu'avec ça, je suis sûr de trouver un emploi. Après réflexion, je me suis dit : « OK, au moins ça me changera du pointage ». Je fais 6 mois de cours – médiocres – puis 3 mois de stage : 35h par semaine sur un chantier pour lesquelles on me verse 300 € chaque mois.

Il faut savoir que sur un chantier tu as le choix de crever soit par épuisement à cause de ton boss qui veut que tu fasse des heures sup' même le week-end vu que le chantier est toujours en retard, soit à cause du grutier qui est tellement stressé par le retard qu'il surcharge la grue et qu'à tout moment tu

peux recevoir une tige de fer en pleine tête. Ou alors c'est un collègue, qui ne supporte le stress qu'en se bourrant au « damoi » et en vient à rêver de te foutre un coup de pioche en pleine poitrine pour sortir plus tôt du chantier... En gros, le chantier c'est tout sauf Walt Disney.

Après tout ça, on nous fait comprendre qu'en réalité le fameux titre de chef de chantier ne s'acquiert pas comme prévu sur 9 mois, mais seulement après 6 mois supplémentaires de stage en entreprise. Comme on craignait une arnaque on a préféré ne pas rentrer dans leur chantage et on a refusé de continuer.

À qui profite le crime ?

Finalement, dans l'affaire, ce sont « eux », les YO, qui ont bénéficié de l'argent de nos impôts par l'intermédiaire de la région : j'ai bossé pour quatre fois moins que le smic, et For Alternance a touché de l'argent alors que personne n'est sorti de là avec un diplôme !

Le pire c'est qu'aux dernières nouvelles, For Alternance relance une nouvelle formation de chef de chantier pour la rentrée 2009 !

Rakoune 971



Contrats aidés en lutte SEUL LE COMBAT PAYE !

La saga de la lutte des contrats aidés et des précaires continue (voir *Rebelle !* n°11 et 12). Vous souvenez des salariées de l'association Papillon qui avaient été harcelées par la police au mois de mai ? Voici la suite.

L'association Papillon où nous travaillions a été mise en liquidation judiciaire depuis le 18 mars 2009. Mais nous avons pu obtenir les papiers nécessaires pour notre inscription à Pôle emploi et pour pouvoir toucher l'Assedic. Surtout, nous avons gagné la somme de 19 000 € grâce au mouvement LKP-Contrats aidés et grâce à l'aide de la CGTG et de la FSU ! Je vous encourage, les jeunes camarades, de suivre ces mouvements jusqu'au bout ! Vous allez obtenir des résultats !

J.

Violence et manipulation médiatique

Jeunes gens, que pensez-vous des images qu'on nous passe à la télévision, dans les journaux... Véridiques ? Pas si sûr...

Les médias se disent « objectifs », mais le sont-ils vraiment ? Prenez les actualités, de RFO à *France Antilles* en passant par TF1. N'avez-vous jamais vu, en zappant d'une chaîne à une autre, une même image commentée de façon différente ? Non, jamais ? Et bien, c'est presque tous les jours que cela se passe, alors ceux qui ne l'ont jamais vu, ouvrez vos beaux yeux naïfs sur notre réalité... remplie de manipulation.

En ce moment, la mode c'est la violence des jeunes. Il est vrai que la délinquance existe. Mais les médias avides de sensationnels la montrent hors de tout contexte. De plus, bien souvent, d'un média à l'autre, ce ne sont pas toujours les mêmes événements qui sont mis en avant. Pourquoi ? Parce que la seule chose qui compte, ce n'est pas l'objectivité, c'est de sortir toujours les mêmes clichés destinés à effrayer le bon petit téléspectateur et à instaurer un climat de peur.

La société dresse souvent un portrait négatif de sa jeunesse quand elle est en crise. Il est toujours question d'alcool, de drogue, de violence, de dérapages liés aux mouvements étudiants ou lycéens, de voitures brûlées dans les cités, de meurtres. Tous ces éléments alimentent la « peur sociale du jeune ».

N'est-il pas urgent de changer notre regard ? La délinquance est le reflet du chômage, du manque d'avenir, du désarroi moral en réaction au flicage, au racisme, au système éducatif, et... au regard des autres qui, quoi que vous fassiez, ont peur de vous ou vous rejettent.

Le sentiment d'insécurité est le résultat à la fois d'une société qui n'offre de sécurité à personne et d'une manipulation médiatique et politique qui nous empêche de déceler les vrais problèmes. La prochaine fois que vous êtes face à de tels propos : changez de chaîne...

yes we can !

Sayuri

Élie Domota : « IL NE FAUT JAMAIS ACCEPTER LA RÉPRESSION »

Le porte-parole du LKP répond aux questions de *Rebelle !* et nous parle de sa jeunesse de militant.

Rebelle ! : Où avez-vous passé votre enfance ?

Élie Domota : D'abord bravo aux Rebelles. c'est très bien de faire ce que vous faites. Un mouvement de jeunesse comme celui là, il y en avait beaucoup autrefois. Mais cela a disparu... peut-être parce que nous, les aînés, on n'a pas transmis notre engagement aux plus jeunes. J'ai d'abord été élevé à la campagne à Gommier, Pointe-Noire, puis à Bas-du-Bourg à Basse-Terre. À l'époque, Bas-du-Bourg était un quartier populaire qu'on pourrait comparer à Carénage.

R : Et à 14 ans, vous êtes dans la Jeunesse ouvrière chrétienne...

E D : J'étais même plus jeune. Comme je disais, dans les quartiers populaires, il y avait toujours eu ça. Ce qui était bien, à Bas-du-Bourg, c'est que les plus grands s'occupaient des plus petits. Quand nous sommes devenus plus grands nous avons rencontré des camarades de *Bijengwa (Bik jennès Gwadoloup)*, de l'UNEEG (Union nationale des élèves et des étudiants guadeloupéens) et d'autres associations. Le samedi après-midi, on apprenait l'histoire de la Guadeloupe, on apprenait à jouer de la musique, on s'organisait pour le carnaval. On réfléchissait et on discutait des problèmes de la société, des problèmes de la canne et de la production. Des choses qu'on n'apprenait pas à l'école. C'est aux JOC que j'ai appris que Napoléon avait rétabli l'esclavage en 1802. C'était des moments de réflexion, de connaissance et d'apprentissage.

R : Comment s'est passée votre activité étudiante en France ?

E D : J'ai été faire mes études à Limoges. Il y avait très peu de Guadeloupéens et de Martiniquais. Le week-end on se retrouvait

tout seul dans la résidence avec des étudiants arabes et africains. C'était l'occasion de se rencontrer, de discuter et de sympathiser avec d'autres communautés. Nous étions entre « immigrés ». *Nou té ka fè bokantaj kiltirèl. C'était intéressant paskè nou pa sòti menm koté la.*

R : De retour au pays, vous adhérez à l'UGTG. Pourquoi ?

E D : J'ai adhéré à l'UGTG en 1993. C'était un cheminement normal. Quand j'étais au lycée, j'étais à l'UNEEG. J'avais déjà des positions politiques affirmées, des positions sur l'évolution de la Guadeloupe. À l'époque, les organisations étudiantes étaient liées aux organisations de travailleurs et de paysans. J'ai rencontré différentes personnes de *Bijengwa*, de l'UPLG.

R : Comment avez-vous fait face à la répression ?

E D : Il ne faut jamais s'habituer à la répression. Il ne faut jamais accepter. C'est cette pensée que doit avoir tout militant. Chaque fois que la répression frappe, il faut se battre, se battre pour défendre ce qui est juste. Il est totalement injuste qu'on réprime lorsque l'on défend ce qui est juste. Nous disons à nos camarades qu'il ne faut jamais aller à une convocation d'un tribunal ou de la police tout seul. Il faut, le jour de la convocation, être accompagné et mobiliser tout le monde autour de soi. Il faut faire jouer la solidarité et la mobilisation de masse pour montrer à la personne qui est à l'origine de la convocation qu'on n'est pas prêt à accepter ça.

Je pense que, parfois, des militants ont tendance à accepter la répression comme étant le prix à payer pour s'être mobilisé. Il ne faut pas nous habituer à cela.



R : Quelles sont les idées que vous défendez ?

E D : Je suis fondamentalement contre la *pwofitasyon* et contre l'injustice. Contre toutes formes d'injustice et de *pwofitasyon*. Il n'est pas normal que des gens profitent de leur position dominante, de leurs connaissances ou de leur richesse pour écraser les autres. Ce n'est pas normal. Il faut qu'on se batte pour une société plus juste et plus équitable. Je rencontre beaucoup de gens et je m'intéresse à tout ce qui se passe dans le monde. En ce qui concerne la Guadeloupe, je défends le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aujourd'hui, le réel développement de la Guadeloupe ne pourra pas se faire si on continue à faire perdurer les liens coloniaux avec la France. Les guadeloupéens ne décident de rien sur les affaires du pays. Il faut que les cadres des grandes entreprises correspondent à la majorité de la population. La population noire doit occuper des postes à responsabilités. On ne peut pas se suffire d'être guadeloupéen, être guadeloupéen n'est pas une compétence.

Propos recueillis par Aline et Anaël

Grippe A

Toujours pas à l'abri !

L'épidémie de grippe A (H1N1), apparue au Mexique le 24 avril 2009, continue à se propager dans le monde. Elle ne paraît pas aussi virulente que la grippe espagnole de 1918 qui fit près de 10 millions de morts, mais elle pourrait le devenir. L'Amérique est le continent le plus touché par ce virus. De nombreux pays du continent sont déjà présents dans la liste. Selon l'OMS, le Mexique recense 9 morts et 156 cas confirmés, mais les autorités sanitaires du pays annoncent 84 décès. Les États-Unis comptent 141 cas confirmés et le Canada près de 50 cas.

La France pour sa part relève 793 cas dont 586 confirmés et 207 probables, 6 cas graves et aucun décès. « Aucun décès ? ». Voilà la raison pour laquelle ce virus n'est pas pris au sérieux. Malgré un niveau 5 d'alerte, aucune mesure de prévention concrète n'est prise. Les autorités attendent sûrement, comme d'habitude, les premiers morts pour enclencher des procédures. Mais la Guadeloupe est en Amérique, et un premier cas de grippe A y a été décelé (une personne contaminée à Saint-Domingue). Les services de l'État sont « en alerte », mais la Préfecture préfère parler de « vigilance » plutôt que de mettre en place des solutions. On se pose des questions. Où sont les 94 millions de vaccin pour anticiper l'épidémie ? Pourquoi, ne disposons-nous pas aussi des traitements antiviraux afin de reconstituer les stocks stratégiques ? Le virus H1N1 représente un danger constant pour toute la population et sa propagation semble plus rapide que prévu. Poukwa ? Mi kesyon la !

Sony